



PROGRAMME
ÉNERGIE ET
MATIÈRES PREMIÈRES

MYANMAR : QUAND LES GROUPES ARMÉS NON-ÉTATIQUES DEVIENNENT DES ACTEURS STRATÉGIQUES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Tobias Rossi / Associé fondateur d'Atlas Strategy

Mars 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Tobias Rossi / Associé fondateur d'Atlas Strategy

Tobias Rossi est associé fondateur d'Atlas Strategy, un cabinet de conseil spécialisé en géopolitique, durabilité des entreprises et renseignement stratégique. Ses travaux portent principalement sur les liens entre ressources naturelles, gouvernance mondiale et politiques industrielles. Avant de fonder Atlas Strategy, il a travaillé au sein du Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE sur les questions liées au G7 et au G20, puis au Cabinet de la Directrice générale adjointe de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, où il a contribué aux dossiers relatifs à l'intelligence artificielle, au sport, à la jeunesse et aux transformations sociales. Il a également exercé au sein de Forrester Research.



PROGRAMME
**ÉNERGIE ET
MATIÈRES PREMIÈRES**

L'IRIS a développé depuis plusieurs décennies une expertise poussée dans les domaines de la géopolitique de la production et des échanges d'énergie et renforce son équipe de recherche sur les matières premières de la transition énergétique. Par ces expertises, le programme Énergie et matières premières offre aux institutions et organisations publiques comme privées des capacités d'analyse uniques, basées sur un suivi détaillé des relations internationales et des jeux d'influence autour de ces enjeux.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Depuis le coup d'État militaire de 2021 au Myanmar, l'Armée d'indépendance kachin (KIA) a consolidé son emprise sur les principaux sites d'extraction de dysprosium et de terbium dans les régions de Chipwi et Pangwa, générant plus de 200 millions de dollars de revenus annuels en imposant taxes et redevances aux entreprises chinoises opérant sur son territoire. Ainsi, les terres rares birmanes, indispensables aux moteurs électriques et aux éoliennes, sont désormais contrôlées par une entité proto-étatique en guerre ouverte avec son gouvernement central. De ce fait, le contrôle des gisements de terres rares au Myanmar par des groupes armés non étatiques devient une question stratégique majeure pour la sécurité d'approvisionnement en minerais critiques.

LE PIVOT STRATÉGIQUE DU KIA : DU JADE AUX TERRES RARES

Fondée en 1961, la KIA a longtemps financé son insurrection contre l'État birman par l'exploitation du jade et du bois précieux. Pendant six décennies, ces ressources naturelles ont alimenté un conflit que certains analystes qualifient de plus longue guerre civile au monde. Mais le coup d'État de février 2021 a profondément reconfiguré cette économie de guerre. Entre novembre 2023 et mars 2024, la KIA a lancé une offensive coordonnée avec d'autres groupes ethniques armés, s'emparant des zones minières stratégiques de Chipwi et Pangwa dans l'État Kachin.

Ces territoires ne sont pas de simples terrains de guérilla, mais abritent des gisements de terres rares lourdes parmi les plus concentrés au monde. Selon les données compilées par le Henry L. Stimson Center, le commerce des terres rares dans ces régions a généré plus de 4,2 milliards de dollars entre 2017 et 2024. La KIA a rapidement institutionnalisé ce contrôle en imposant un système de taxation structuré : 35 000 yuans (environ 4 830 dollars) par tonne métrique de concentré, auxquels s'ajoute un prélèvement de 20 % sur la valeur totale des exportations¹.

Ce modèle fiscal quasi étatique contraste radicalement avec l'anarchie extractive qui a longtemps caractérisé ces zones frontalières. Depuis son quartier général de Laiza, à la frontière chinoise, la KIA administre désormais un territoire doté de ses propres écoles, hôpitaux et systèmes judiciaires. Le contrôle des terres rares transforme ce qui s'apparentait à une rébellion ethnique en une entité géoéconomique capable de négocier directement avec Pékin, contournant totalement Naypyidaw.

¹ Henry L. Stimson Center (2025), *Rare Earths and Realpolitik*

Les estimations actuelles suggèrent que les revenus miniers de la KIA dépassent désormais 200 millions de dollars par an, soient une multiplication par trois de ses capacités de financement par rapport à l'ère du jade². Ce commerce permet à l'organisation de maintenir une armée de 15 000 combattants, d'investir dans des infrastructures locales et de consolider son emprise territoriale face au Tatmadaw (l'armée nationale birmane).

LE MYANMAR DANS LA CHAÎNE DE VALEUR MONDIALE DES TERRES RARES

Pour comprendre l'importance stratégique de ces gisements, il faut saisir la place unique du Myanmar dans la géographie mondiale des terres rares. Le pays concentre les principaux dépôts de terres rares lourdes – dysprosium, terbium, europium – essentielles aux technologies de la transition énergétique. Ces éléments chimiques, contrairement aux terres rares légères plus communes, sont indispensables au fonctionnement de systèmes critiques.

Le dysprosium birman est particulièrement stratégique. Il stabilise les aimants permanents des moteurs électriques à des températures comprises entre 150 et 180°C. Sans cet additif, les moteurs Permanent Magnet Synchronous Motors (PMSM) – qui équipent la majorité des véhicules électriques européens et américain – se démagnétiseraient, nécessitant des systèmes de refroidissement plus lourds et moins efficaces. Aucun substitut technique commercialement viable n'existe actuellement à l'échelle industrielle.

Le Myanmar s'est imposé comme le troisième producteur mondial de terres rares, avec une production estimée à 31 000 tonnes en 2024 selon le U.S. Geological Survey⁴. Pour les terres rares lourdes spécifiquement – dysprosium, terbium, europium – la domination birmane est encore plus marquée : selon ISP-Myanmar, le pays représentait près de 98 % des importations chinoises de terres rares lourdes en 2023 ; Risk Advisory et PacForum estiment que 50 à 75 % de l'offre mondiale de terres rares lourdes provient du Myanmar avant d'être raffinée en Chine.

L'extraction est concentrée dans le nord de l'État Kachin, autour des sites de Chipwi et Pangwa. Les mines y sont opérées par des entreprises chinoises, historiquement établies en coordination avec des seigneurs de guerre locaux nominalement alignés sur le Tatmadaw, et

² Estimation basée sur le système de taxation KIA documenté (Henry L. Stimson Center, 2025) appliqué aux volumes de production régionaux (Global Witness, 2024-2025)

⁴ U.S. Geological Survey, *Mineral Commodity Summaries*, janvier 2025

désormais sous régime de taxation de la KIA⁵. Ces entreprises chinoises acheminent directement les matériaux vers le Yunnan pour y être traitées, la Chine contrôlant environ 90 % de la capacité mondiale de raffinage des terres rares⁶. Pratiquement aucune capacité de séparation à haute pureté n'existe au Myanmar : le pays exporte des concentrés bruts ou semi-traités, l'intégralité de la valeur ajoutée du *midstream* étant capturée en Chine. C'est là que les deux entreprises d'État chinoises détentrices du quota officiel de raffinage – China Northern Rare Earth Group et China Rare Earth Group – transforment ces concentrés en oxydes industriellement utilisables, avant de les céder à des fabricants d'aimants permanents dont les clients finaux incluent des constructeurs automobiles et des fabricants d'éoliennes européens et américains⁷.

Le processus d'extraction dominant – la lixiviation *in situ* – consiste à injecter des solutions d'ammoniaque et d'acide sulfurique directement dans les flancs de montagne pour dissoudre les minerais. Cette méthode particulièrement destructrice permet d'atteindre des coûts d'extraction 40 à 50 % inférieurs à ceux des mines chinoises, qui sont, elles, soumises à des réglementations environnementales de plus en plus strictes depuis la fin des années 2010.

L'analyse par imagerie satellite réalisée par Global Witness a identifié plus de 2 500 bassins de lixiviation actifs dans le seul canton de Chipwi⁸. Ces installations, construites sans aucune infrastructure de traitement des effluents, déversent directement leurs rejets toxiques dans le réseau hydrographique régional. Des tests effectués fin 2025 dans la rivière Nam Kok, qui s'écoule vers la Thaïlande, ont révélé des concentrations d'arsenic et de plomb dépassant de 400 % les normes de sécurité internationales⁹. Plus inquiétants encore, des niveaux significatifs de thorium et d'uranium radioactifs ont été détectés dans le système de l'Irrawaddy, le principal fleuve birman. Ce fleuve constitue l'artère vitale du pays, impactant directement la santé et les moyens de subsistance de plus de 35 millions de personnes.

DÉPENDANCE MINIÈRE ET EFFONDREMENT AGRICOLE

La contamination environnementale crée une spirale économique perverse. Dans les régions minières, l'agriculture traditionnelle s'effondre. Les rizières irriguées par les eaux polluées deviennent improductives. Les communautés locales, privées de leurs moyens de subsistance

⁵ Risk Advisory, *Civil war, warlords and rare earths: Myanmar's mines in global supply chains*, octobre 2025

⁶ PacForum, PacNet #100 – *Kachin's Rare Earths*, novembre 2025 ; Risk Advisory, octobre 2025

⁷ Global Witness, *Fuelling the Future, Poisoning the Present*, 2024-2025

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

ancestraux, n'ont d'autre choix que de se tourner vers l'industrie minière pour survivre. Ce phénomène, documenté par l'organisation EarthRights International¹⁰, transforme des populations entières en main-d'œuvre captive du secteur extractif.

Un agriculteur de la région de Chipwi, interrogé par ISP-Myanmar sous couvert d'anonymat, résume cette impasse : « Avant, nous cultivions du riz et des légumes. Maintenant, l'eau tue nos plants. Travailler dans les mines est dangereux, mais c'est le seul emploi disponible. »¹¹. Cette industrialisation forcée des communautés kachin renforce paradoxalement la base sociale de la KIA, qui apparaît comme le seul acteur capable d'organiser et de protéger l'activité économique locale face au chaos.

L'impact dépasse les frontières birmanes. Le réseau hydrographique du Myanmar alimente les systèmes d'irrigation du nord de la Thaïlande, du Laos et du Yunnan chinois. La contamination transfrontalière a provoqué en 2025 une crise diplomatique avec Bangkok, le gouvernement thaïlandais exigeant des mesures de décontamination que ni la KIA ni le Tatmadaw n'ont les moyens techniques ou financiers de mettre en œuvre.

IMPLICATIONS POUR LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT OCCIDENTALE

La situation birmane pose un dilemme stratégique rarement évoqué dans les discussions sur la sécurité d'approvisionnement en matières premières critiques. L'Occident dépend structurellement d'une zone de guerre pour ses approvisionnements en terres rares lourdes. Depuis les sanctions renforcées de 2021 contre le Tatmadaw, aucune entreprise occidentale ne maintient de présence significative au Myanmar. Cette absence totale de levier diplomatique ou économique signifie que les pays du G7 n'ont aucun moyen d'influencer les conditions d'extraction ou de sécuriser directement leurs approvisionnements.

Le Critical Raw Materials Act européen de 2023 vise à réduire la dépendance aux sources uniques d'approvisionnement. Mais pour les terres rares lourdes, cette ambition se heurte à une réalité géologique implacable. Les gisements alternatifs identifiés (Viêtnam, Australie, Groenland) nécessitent des investissements massifs et ne seront opérationnels qu'à l'horizon 2030-2035. D'ici là, le Myanmar demeure incontournable.

¹⁰ EarthRights International (2025), *Kachin: A Sacrifice Zone for the Green Transition*

¹¹ ISP-Myanmar (2025), *Rare-Earth Mining in Myanmar's War-Torn Regions*

Cette dépendance est d'autant plus problématique que le conflit birman ne montre aucun signe d'apaisement. La KIA n'a aucune incitation économique à cesser les combats tant que le contrôle des mines garantit ses revenus. Le Tatmadaw, de son côté, ne peut accepter la sécession *de facto* de l'État Kachin sans remettre en cause sa légitimité nationale. L'indépendance de la KIA créerait un précédent irréversible, incitant une dizaine d'autres organisations armées ethniques majeures – notamment les puissantes armées d'Arakan (AA), Wa (UWSA) et Karen (KNU) – à briser définitivement l'Union pour réclamer leur propre souveraineté. L'instabilité est donc structurelle et durable.

CONCLUSION : LA RÉBELLION COMME MODÈLE ÉCONOMIQUE

Les groupes insurgés ont toujours exploité les ressources naturelles pour financer leur guerre – les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) avec la cocaïne, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) avec le pétrole, le Front révolutionnaire uni (RUF) sierra-léonais avec les fameux « blood diamonds » – mais jamais à cette échelle géostratégique. La KIA n'est plus une guérilla ethnique marginale mais un proto-État minier contrôlant une ressource critique pour l'économie mondiale. Ce qui distingue fondamentalement le cas birman de ses précédents historiques, c'est que la ressource contrôlée n'alimente plus seulement une économie de guerre locale : elle conditionne directement la transition énergétique des grandes puissances.

Le Myanmar n'est probablement que le début d'une tendance plus large. À mesure que la transition énergétique accroît la valeur stratégique des minerais critiques, d'autres zones fragiles pourraient voir émerger des acteurs similaires. La question n'est plus de savoir si cela se produira, mais où et quand – en République démocratique du Congo, le M23 étend déjà son contrôle sur des zones riches en coltan et cassitérite dans le Nord-Kivu, esquissant une trajectoire comparable¹². Ainsi, pour les décideurs occidentaux, l'un des enjeux majeurs de la sécurisation des approvisionnements est de savoir naviguer dans un monde où certains interlocuteurs miniers clés ne sont plus des États.

¹² Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, *Rapport final*, S/2024/432, juin 2024

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ÉNERGIE ET
MATIÈRES PREMIÈRES



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.